

**Arrêté du 29 avril 2010 portant nomination de Monsieur Jacques PARIS en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan**  
**NOR : JUSK1040009A**

La ministre d'État, Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés

*Vu le code de justice administrative, notamment ses articles R 421-1 et suivants ;*  
*Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État ;*  
*Vu la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire, modifiée par l'ordonnance n° 92-1149 du 02 octobre 1992, et par la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 ;*  
*Vu l'ordonnance n° 58-696 du 6 août 1958 modifiée par la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative au statut spécial des personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;*  
*Vu le décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;*  
*Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'État, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés, et notamment son article 18-2 premier alinéa ;*  
*Vu le décret n° 2007-930 du 15 mai 2007 portant statut particulier du corps des directeurs des services pénitentiaires, notamment son article 19 ;*  
*Vu le décret n° 2007-931 du 15 mai 2007 relatif aux statuts d'emplois de directeur interrégional et de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, notamment son article 7 ;*  
*Vu le décret n° 2007-933 du 15 mai 2007 portant modification du décret n° 2002-728 du 30 avril 2002 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels placés sous statut spécial des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;*  
*Vu l'arrêté du 30 avril 2002 modifié notamment par l'arrêté du 15 mai 2007 fixant les échelonnements indiciaires applicables aux corps de fonctionnaires placés sous statut spécial des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;*  
*Vu l'arrêté du 13 août 2007 modifié fixant la liste des emplois de directeur interrégional et de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, notamment son article 3 ;*

ARRÊTE

**Article 1**

Monsieur Jacques PARIS, directeur des services pénitentiaires hors classe (échelon fonctionnel, HEA, 1er chevron – indice majoré : 881 depuis le 1er janvier 2010), chef d'établissement du centre pénitentiaire de Draguignan, est détaché, pour une durée de trois ans, dans le statut d'emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires (4ème échelon, HEA, 1er chevron - indice majoré : 881 avec une ancienneté conservée de 7 mois 22 jours), à compter du 23 août 2010.

**Article 2**

Monsieur Jacques PARIS, directeur fonctionnel des services pénitentiaires (4ème échelon, HEA, 1er chevron - indice majoré : 881 avec une ancienneté conservée de 7 mois 22 jours), est muté au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, en qualité de chef d'établissement, à compter du 23 août 2010, pour une durée maximale de 3 ans.

**Article 3**

Monsieur Jacques PARIS peut prétendre à la prise en charge sur le budget du Ministère de la Justice et des Libertés de ses frais de changement de résidence conformément aux dispositions de l'article 18-2 du décret n° 90-437 modifié susvisé.

**Article 4**

En application des dispositions prévues par les articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de la date de notification à l'intéressé.

**Article 5**

Le directeur de l'administration pénitentiaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la Justice et notifié à l'intéressé.

Fait à Paris, le 29 avril 2010

La ministre d'État, garde des sceaux  
ministre de la justice et des libertés,  
Par délégation,  
Le directeur de l'administration pénitentiaire,

**Jean-Amédée LATHOUD**